



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 11, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Chargé d'Affaires américain Henry Wooster a témoigné devant le Sous-comité des Crédits du Sénat le 10 février révélant qu'Haïti fait face à un déséquilibre de force d'environ 3 000 combattants de gangs lourdement armés contre seulement 400 agents de la PNH effectivement prêts au combat. Wooster a classifié les gangs haïtiens comme des mouvements proto-insurrectionnels générant entre 60 et 75 millions de dollars annuellement par extorsion systématique. Le Comité International de Secours a simultanément averti qu'Haïti est au bord de l'effondrement humanitaire avec un financement à seulement 3,4 pour cent des besoins documentés. Le Premier ministre Fils-Aimé a consolidé l'autorité exécutive en révoquant le Ministre de l'Économie Alfred Metellus et en assumant le portefeuille lui-même. Les États-Unis ont annoncé 16 millions de dollars additionnels en financement pour la sécurité alimentaire.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le témoignage de Wooster au Sénat quantifie pour la première fois le déséquilibre catastrophique des forces de sécurité.

Le CIS déclare qu'Haïti est au bord de l'effondrement humanitaire avec une crise de financement. Fils-Aimé renvoie un rival potentiel et assume le contrôle direct du trésor national.

Les États-Unis fournissent 16 millions de dollars de financement additionnel pour la sécurité alimentaire dans un contexte de recadrage politique.

L'économie d'extorsion des gangs opère comme un État de revenus parallèle valant 60 à 75 millions annuellement.

DÉVELOPPEMENT 1

Le Chargé d'Affaires américain Henry Wooster a comparu devant le Sous-comité des Crédits du Sénat sur les Opérations Étrangères de l'État le 10 février pour présenter un témoignage intitulé Haïti 2026 Priorités de Sécurité et d'Assistance Étrangère. Wooster a fourni l'évaluation officielle américaine la plus détaillée à ce jour de l'équilibre sécuritaire d'Haïti révélant des disparités de force qui recadrent fondamentalement la nature de la crise. Le témoignage marque un changement significatif dans le langage politique américain passant de la caractérisation du défi sécuritaire d'Haïti comme violence de gangs à l'identification explicite comme proto-insurrection menaçant la survie de l'État.

Wooster a déclaré que les gangs armés en Haïti comptent environ 12 000 individus avec environ 3 000 lourdement armés et opérant sous des structures de commandement coordonnées incluant Viv Ansanm et Gran Grif. Contre cette force la Police Nationale d'Haïti maintient environ 6 000 agents sur ses registres mais Wooster a témoigné que maximalelement 400 font la plupart des combats. Ceci produit un ratio de combat effectif de 7,5 combattants de gangs pour chaque

combattant actif de la PNH. Wooster a caractérisé ces groupes armés comme des mouvements proto-insurrectionnels plutôt que des gangs criminels notant qu'ils contrôlent maintenant le territoire génèrent des revenus systématiques et défient l'autorité de l'État de manières qui excèdent le crime organisé traditionnel. Les gangs génèrent entre 60 et 75 millions de dollars annuellement selon les estimations du Ministère des Finances d'Haïti principalement par l'extorsion des expéditions transitant depuis la République Dominicaine. Ce flux de revenus permet aux gangs d'opérer comme un État parallèle avec taxation systématique des vendeurs de rue compagnies d'autobus concessionnaires automobiles centrales électriques usines parcs industriels et ports maritimes.

Le témoignage a inclus la comparution d'Austin Holmes PDG du Caribbean Security Group qui a témoigné que sans liberté de mouvement la réponse humanitaire ne peut réussir. Holmes a déclaré que l'aide ne peut se déplacer la nourriture ne peut atteindre les enfants les cliniques ne peuvent fonctionner et les écoles ne peuvent opérer. Le témoignage combiné établit que les opérations militaires seules ne peuvent vaincre les groupes armés économiquement auto-suffisants et que la disruption financière par sanctions et interdiction de chaîne d'approvisionnement doit compléter les opérations de sécurité. Wooster a souligné le besoin d'adresser les problèmes économiques qui alimentent la violence parallèlement à la pression militaire directe.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le témoignage du Congrès américain sur la sécurité en Haïti s'est historiquement concentré sur les conditions humanitaires et les programmes d'entraînement policier. Le témoignage du 10 février représente la première fois qu'un officiel américain a publiquement quantifié le déséquilibre spécifique des forces de combat et explicitement cadré la crise comme proto-insurrection plutôt que violence criminelle.

POINTS DE DISCUSSION

Le témoignage de Wooster quantifie pour la première fois que seulement 400 agents de la PNH sont effectivement engagés dans les opérations de combat.

Les forces de gangs comptent 3 000 combattants lourdement armés opérant sous commandement coordonné produisant un ratio de combat de 7,5 contre 1.

Les gangs sont classifiés comme mouvements proto-insurrectionnels défiant la survie de l'État non simplement des organisations criminelles.

Les revenus de gangs de 60 à 75 millions annuellement par extorsion les rendent économiquement auto-suffisants.

Le recadrage politique justifie une intervention militaire plus agressive et des mesures de guerre financière.

Le déploiement de la GSF devient existentiellement urgent étant donné le déséquilibre de force révélé.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

La communauté internationale devrait accélérer le calendrier de déploiement de la GSF étant donné le déséquilibre de force extrême révélé par le témoignage de Wooster.

Les États-Unis et partenaires devraient immédiatement implémenter des sanctions financières ciblant les flux de revenus de gangs provenant des expéditions de République Dominicaine.

Les donateurs humanitaires devraient répondre à l'avertissement d'effondrement du CIS en fermant l'écart de financement massif actuellement à 3,4 pour cent des besoins.

La planification sécuritaire devrait passer du modèle contre-narcotiques au cadre contre-insurrectionnel incorporant des objectifs de contrôle territorial.

Les mesures d'interdiction de chaîne d'approvisionnement devraient cibler les économies de points de contrôle et les réseaux d'extorsion systématiques.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

Le Comité International de Secours a publié un avertissement d'urgence majeur le 11 février déclarant qu'Haïti est au bord de l'effondrement humanitaire et que sans action internationale immédiate pour protéger les civils et précipiter l'aide les conséquences seront catastrophiques. L'avertissement vient avec des indicateurs humanitaires mis à jour montrant une détérioration dramatique à travers les métriques de protection sécurité alimentaire et déplacement forcé. Le Directeur Pays du CIS Mwiti Mungania a déclaré que l'organisation a documenté des conditions qui indiquent une défaillance systémique des mécanismes de réponse humanitaire.

Les données du CIS montrent que plus de 8 000 personnes ont été tuées en Haïti en 2025 représentant une augmentation de 20 pour cent par rapport à 2024. Les cas de violence basée sur le genre ont atteint 8 000 en 2025 en hausse de 25 pour cent par rapport à l'année précédente. La violence sexuelle contre les enfants a augmenté de 1 000 pour cent depuis 2023 tandis que le recrutement d'enfants par les gangs armés a augmenté de 700 pour cent au premier trimestre de 2025 seulement. L'organisation rapporte que 1,4 million de personnes sont déplacées dont la moitié sont des enfants et que 270 000 individus ont été retournés de force en Haïti en 2025 représentant une augmentation de 36 pour cent par rapport aux chiffres de

déportation de 2024. L'indicateur le plus alarmant est que le financement humanitaire se situe à seulement 3,4 pour cent des besoins documentés créant des contraintes opérationnelles qui rendent la réponse effective impossible.

Le Programme Alimentaire Mondial a été forcé de suspendre les repas vitaux pour les familles nouvellement déplacées et de réduire de moitié les rations alimentaires en raison de déficits de financement. Le PAM requiert 44 millions de dollars pour maintenir les opérations jusqu'en avril 2026 mais les niveaux de financement actuels ne peuvent supporter même une programmation réduite. La combinaison de conditions sécuritaires qui se détériorent déplacement en expansion et financement humanitaire en effondrement crée des conditions pour famine de masse et défaillances de protection. Les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations montrent que 98 pour cent des retours forcés sont venus de la République Dominicaine avec déportations de femmes adultes en hausse de 92 pour cent filles en hausse de 152 pour cent et garçons en hausse de 133 pour cent comparé à 2024. Dix-neuf pour cent des déportés étaient déjà déplacés internes avant de quitter Haïti et 60 pour cent avaient été précédemment déportés indiquant une récurrence motivée par manque d'options viables à l'intérieur d'Haïti.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a connu de multiples crises humanitaires depuis le tremblement de terre de 2010 mais la situation actuelle représente la première fois que le financement humanitaire est tombé sous 5 pour cent des besoins documentés tandis que les conditions sécuritaires empêchent simultanément l'accès aux populations affectées.

POINTS DE DISCUSSION

Le CIS déclare qu'Haïti est au bord de l'effondrement humanitaire requérant une action internationale immédiate.

Le financement humanitaire à un niveau catastrophique de 3,4 pour cent des besoins rend la réponse effective opérationnellement impossible.

Les indicateurs de protection d'enfants montrent une augmentation de 1 000 pour cent de la violence sexuelle et une hausse de 700 pour cent du recrutement par gangs.

Plus de 8 000 tués en 2025 en hausse de 20 pour cent par rapport à l'année précédente indiquant une létalité en escalade.

Le PAM forcé de réduire les rations de moitié et suspendre les repas pour les nouveaux déplacés en raison de la crise de financement.

270 000 retournés de force en 2025 avec un taux de récurrence de 60 pour cent montrant l'inefficacité de la déportation.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les donateurs internationaux devraient immédiatement mobiliser un financement d'urgence pour fermer l'écart entre le niveau actuel de 3,4 pour cent et le seuil opérationnel minimum.

Les acteurs de protection devraient prioriser la sauvegarde des enfants étant donné l'augmentation de 1 000 pour cent de la violence sexuelle contre les mineurs.

Les politiques de déportation devraient être suspendues en attente de stabilisation étant donné que 19 pour cent des retournés étaient déjà déplacés internes.

Le PAM devrait recevoir un financement prioritaire pour restaurer les rations complètes et reprendre les repas pour les familles nouvellement déplacées.

Les négociations d'accès humanitaire devraient s'intensifier étant donné que les conditions sécuritaires empêchent la livraison d'aide aux populations affectées.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

Le Premier ministre Alix Fils-Aimé a exécuté son mouvement de gouvernance le plus politiquement significatif le 7 février en révoquant Alfred Metellus comme Ministre de l'Économie et des Finances et en se nommant au portefeuille ad interim. La décision est venue lors de la première réunion du Conseil des Ministres tenue immédiatement après la cérémonie de passation du Conseil Présidentiel de Transition et représente une concentration sans précédent d'autorité exécutive et fiscale dans les mains du Premier ministre. Le mouvement est largement interprété comme représailles contre Metellus qui avait été proposé par plusieurs membres du CPT comme remplaçant potentiel de Fils-Aimé lors de la tentative de fin janvier de démettre le Premier ministre.

Zantray News a caractérisé le renvoi comme prenant des allures de vengeance notant que l'action fonctionne comme une assertion de l'autorité de Fils-Aimé sur les rivaux potentiels au sein du gouvernement transitionnel. En assumant le contrôle direct du Ministère de l'Économie et des Finances Fils-Aimé contrôle maintenant personnellement à la fois l'appareil gouvernemental et le trésor national créant un point unique d'autorité pour toutes les allocations budgétaires décisions de politique fiscale et décaissement de fonds de donateurs. Cette concentration de pouvoir dévie du modèle de partage de pouvoir qui a caractérisé les phases précédentes de la transition et peut créer des frictions avec les parties prenantes politiques qui voient le mouvement comme exclusionnaire plutôt qu'inclusif en gouvernance.

Le Conseil des Ministres du 7 février a également adopté un projet de décret plaçant la direction du pouvoir exécutif collectivement dans les mains du Conseil des Ministres. Cet arrangement institutionnel adresse formellement l'absence d'un chef d'État en distribuant les fonctions présidentielles à travers le cabinet avec Fils-Aimé présidant. Trois arrêtés additionnels ont été présentés pour établir des commissions municipales provisoires à Port-au-Prince Pétion-Ville et Gressier restaurant une certaine capacité administrative locale dans la région capitale en attente d'élections. Le Ministre du Tourisme John Herrick Dessources a présenté les priorités stratégiques pour le secteur touristique le 10 février signalant une tentative de projeter la normalité et la planification économique prospective malgré les conditions sécuritaires qui se détériorent.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les gouvernements transitionnels d'Haïti ont historiquement comporté des arrangements de partage de pouvoir avec les portefeuilles d'économie et finances détenus par des appointés technocrates séparés du premier ministre. L'auto-nomination de Fils-Aimé au portefeuille des finances représente la première fois qu'un premier ministre transitionnel a directement contrôlé simultanément les fonctions exécutives et fiscales.

POINTS DE DISCUSSION

Fils-Aimé a renvoyé le Ministre de l'Économie Metellus qui avait été proposé comme remplaçant potentiel du PM lors de la tentative de destitution de janvier.

Le PM contrôle maintenant directement à la fois les opérations gouvernementales et le trésor national dans une concentration de pouvoir sans précédent.

La décision est interprétée comme assertion d'autorité sur les rivaux politiques plutôt qu'approche de gouvernance inclusive.

Le décret du Conseil des Ministres distribue les fonctions présidentielles à travers le cabinet adressant l'absence de chef d'État.

Les commissions municipales établies pour Port-au-Prince Pétion-Ville et Gressier restaurant la capacité administrative locale.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs politiques devraient évaluer si la concentration de pouvoir stabilise la prise de décision ou augmente le risque de point unique de défaillance.

Les partenaires internationaux devraient surveiller la transparence fiscale étant donné le contrôle direct du PM sur le trésor et les flux de fonds de donateurs.

Les parties prenantes du secteur privé devraient établir des canaux d'engagement direct avec Fils-Aimé étant donné l'autorité fiscale centralisée.

Les observateurs de gouvernance transitionnelle devraient suivre la stabilité du cabinet pour des signes de démissions ou réaction politique.

La surveillance de l'implémentation budgétaire devrait s'intensifier étant donné le manque de contrôles institutionnels sur les décisions fiscales du PM.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

Les États-Unis ont annoncé le 10 février qu'ils fournissent 16 millions de dollars additionnels pour un programme en cours de résilience et sécurité alimentaire en Haïti. L'annonce de financement est venue de l'Ambassade américaine à Port-au-Prince le même jour que le témoignage de Wooster au Sénat créant une messagerie coordonnée autour de l'engagement américain continu malgré des contraintes budgétaires d'aide globales plus larges. L'allocation de 16 millions de dollars vient en plus des 5 millions de dollars en financement militaire pour les Forces Armées d'Haïti annoncés plus tôt en février apportant les nouveaux engagements américains totaux pour cette période de rapport à 21 millions de dollars.

Le calendrier de l'annonce de financement pour la sécurité alimentaire parallèlement à l'audience du Sous-comité des Crédits du Sénat suggère une coordination politique délibérée entre les opérations du Département d'État et les processus de surveillance du Congrès. L'audience a comporté le témoignage de Wooster et Austin Holmes PDG du Caribbean Security Group et s'est concentrée explicitement sur les priorités de sécurité et d'assistance étrangère pour Haïti en 2026. Le titre de l'audience Haïti 2026 Priorités de Sécurité et d'Assistance Étrangère signale qu'Haïti demeure une priorité du Congrès malgré les demandes globales concurrentes pour les ressources d'assistance américaines. Le recadrage politique de violence de gangs à proto-insurrection établit la justification pour des niveaux de financement soutenus ou augmentés.

L'allocation de 16 millions de dollars pour la sécurité alimentaire adresse partiellement la crise de financement humanitaire identifiée par le CIS et le PAM mais demeure grossièrement insuffisante étant donné l'échelle des besoins. Avec le financement humanitaire actuellement à 3,4 pour cent des exigences documentées et le PAM requérant 44 millions de dollars jusqu'en avril 2026 seulement la contribution américaine représente une réponse importante mais inadéquate. Le financement peut servir de catalyseur pour des engagements de donateurs additionnels de l'Union Européenne du Canada ou d'institutions multilatérales. Le Monde a publié une analyse le 8 février notant que la transition politique d'Haïti opère sous l'il de Washington et que l'absence de

leadership national fort et cohérent donne aux acteurs internationaux la liberté d'interférer dans les affaires internes. La caractérisation renforce les perceptions que les priorités politiques américaines plutôt que le consensus politique haïtien conduisent le calendrier de transition et les décisions d'allocation de ressources.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'assistance américaine à Haïti a historiquement fluctué basée sur les cycles de crédits du Congrès et les crises globales concurrentes. Les annonces de financement de février 2026 maintiennent Haïti comme priorité de ligne budgétaire malgré les pressions budgétaires d'aide étrangère américaine plus larges et représentent la continuation des patterns d'engagement post-tremblement de terre.

POINTS DE DISCUSSION

Les États-Unis annoncent 16 millions de dollars de financement additionnel pour la sécurité alimentaire apportant le total de février à 21 millions avec l'allocation FAd'H.

Le calendrier coordonne avec l'audience du Sénat établissant Haïti comme priorité soutenue du Congrès.

Le témoignage de Wooster recadre la crise de violence de gangs à proto-insurrection justifiant l'assistance continue.

Le financement inadéquat contre le niveau de financement humanitaire de 3,4 pour cent mais peut catalyser des engagements de donateurs additionnels.

L'analyse du Monde note que la transition opère sous l'il de Washington en raison de l'absence de leadership haïtien fort.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs humanitaires devraient exploiter l'annonce de financement américaine pour faire pression sur les donateurs européens et canadiens pour des contributions correspondantes.

Les parties prenantes politiques haïtiennes devraient affirmer les priorités nationales pour contrer la perception de transition conduite extérieurement.

Les comités de crédits du Congrès devraient faire suivre le témoignage avec des lignes budgétaires spécifiques à Haïti dans les projets de loi à venir.

Le secteur privé devrait surveiller si le financement de sécurité se traduit en gains territoriaux permettant les opérations commerciales.

Les organisations de diaspora devraient coordonner le plaidoyer pour l'extension du TPS utilisant les données d'effondrement humanitaire du CIS.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

La réponse des crédits du Congrès au témoignage de Wooster peut produire des allocations de financement spécifiques à Haïti ou déclencher des sanctions financières ciblant les flux de revenus de gangs. Les mouvements de gouvernance de Fils-Aimé suite à la consolidation du ministère de l'économie pourraient signaler un dialogue inclusif ou des assertions d'autorité unilatérales supplémentaires. Les retombées de l'opération de démolition de Delmas devraient être surveillées pour des protestations perturbation commerciale ou critique politique suite à l'implémentation du 11 février. L'enquête sur l'incendie du site de déplacement Camp Jamaica devrait déterminer si l'incident était accidentel incendie criminel ou lié aux gangs car le pattern importe pour la planification de sécurité des PDI.

CETTE SEMAINE

L'établissement formel de l'équipe avancée de la GSF en Haïti est attendu ce mois avec l'arrivée du leadership de mission Jack Christofides. La réponse de financement du PAM à l'engagement américain de 16 millions de dollars peut provoquer des annonces de l'Union Européenne du Canada ou multilatérales. La date limite de déclaration d'actifs de l'ULCC du 9 mars approche pour les anciens membres du CPT requérant une surveillance de conformité. Les priorités stratégiques du secteur touristique annoncées par le Ministre Dessources le 10 février peuvent produire des plans d'implémentation détaillés.

HORIZON STRATÉGIQUE

L'évaluation du Monde que la date d'élection du 30 août semble déjà s'éloigner suggère que les médias internationaux intègrent le report dans leurs prix. L'expert James Boyard projette que les élections sont possibles dans les douze mois plaçant de nouvelles autorités élues d'ici le 7 février 2027 dans un scénario optimiste. La durabilité du contrôle territorial des gangs dépend du calendrier de déploiement de la GSF avec premières arrivées attendues en avril 2026 et déploiement complet en octobre 2026. La crise de financement humanitaire à 3,4 pour cent des besoins conduira à une aggravation des indicateurs de malnutrition au deuxième trimestre 2026 en l'absence de mobilisation de donateurs.

SOURCES PRIMAIRES

Zantray News 10 février 2026 analyse des 12 000 membres de gangs et rapport de pression sur la PNH

Better World Campaign 10 février 2026 analyse de l'audience du Sénat avec témoignages de Wooster et Holmes

HaitiLibre 11 février 2026 gros titres quotidiens sur annulation du carnaval incendie de camp financement de 16 millions

Comité International de Secours 11 février 2026 communiqué de presse sur effondrement humanitaire

Organisation Internationale pour les Migrations 30 janvier 2026 fiche d'information sur retours forcés via ReliefWeb

Zantray News 7 février 2026 Fils-Aimé révoque Metellus assume le portefeuille de l'économie

Gazette Haiti 7 février 2026 couverture des décrets du Conseil des Ministres

Ambassade américaine Port-au-Prince 10 février 2026 annonce de financement de sécurité alimentaire de 16 millions

Le Monde 8 février 2026 analyse transition sous l'il de Washington

Programme Alimentaire Mondial 14 janvier 2026 urgence Haïti écart de 44 millions et réductions de rations

International Crisis Group 15 décembre 2025 Défaire l'Alliance Mortelle des Gangs d'Haïti

Sous-comité des Crédits du Sénat 10 février 2026 enregistrement de l'audience Haïti 2026

Priorités de Sécurité et d'Assistance Étrangère

Vant Bèf Info 9 février 2026 avis de démolition de Delmas

HaitiLibre octobre 2025 détails d'adoption du budget 2025-2026